

Information réglementée – Bruxelles, Paris, 18 mai 2016 – 7h30

Déclaration intermédiaire – T1 2016

Résultat net part du groupe de EUR -55 millions au 1^e trimestre 2016

- Résultat net récurrent de EUR -90 millions marqué par le poids des taxes et contributions (EUR -72 millions), en application de la norme IFRIC 21
- Contribution négative des éléments de volatilité comptable (EUR -14 millions)
- EUR 48 millions liés à des éléments non récurrents

Total de bilan à EUR 237,5 milliards, en progression de EUR 7,3 milliards sur le trimestre

- Réduction des portefeuilles d'actifs de EUR 3,8 milliards
- Progression du niveau de cash collatéral posté de EUR 2,9 milliards et des éléments en juste valeur de EUR 6,3 milliards, sous l'effet de l'évolution des taux d'intérêt

Ratio « Common Equity Tier 1 » de Dexia SA à 14,6 %

- Impact de la déduction de 20 % supplémentaires de la réserve AFS non-souveraine du capital réglementaire, en ligne avec le calendrier prévu par la directive CRD IV
- Relative stabilité des actifs pondérés des risques à EUR 51,5 milliards au 31 mars 2016

Karel De Boeck, administrateur délégué de Dexia SA, a déclaré : « Dexia a dégagé un résultat net part du groupe de EUR -55 millions au 1^{er} trimestre, marqué par le poids des taxes et contributions, qui représentent plus de la moitié des coûts comptabilisés sur le trimestre. Le coût du risque est limité, à 2,1 points de base au 1^{er} trimestre et 3,2 points de base sur 12 mois glissants. »

Robert de Metz, président du conseil d'administration de Dexia SA, a déclaré : « L'augmentation de la taille du bilan illustre une fois encore la sensibilité du groupe à l'évolution de son environnement financier. Néanmoins, le groupe poursuit ses efforts de réduction des portefeuilles d'actifs, en baisse de EUR 3,8 milliards ce trimestre. »

La conjoncture économique est restée mitigée lors du 1^{er} trimestre 2016. La croissance européenne demeure relativement atone alors que l'économie américaine a montré des signes de ralentissement. Les économies émergentes ont souffert quant à elles de la faiblesse des cours du pétrole et des matières premières. Cette situation a encouragé les banques centrales européenne et américaine à poursuivre leurs politiques monétaires accommodantes, entraînant une nouvelle baisse des taux. Parallèlement, ce contexte économique incertain a généré un mouvement d'élargissement des marges de crédit.

Dexia publie, pour la période prenant fin au 31 mars 2016, une déclaration intermédiaire basée sur des chiffres non audités au 31 mars 2016.

1. Situation financière non auditée T1 2016 de Dexia SA

Au cours du 1^{er} trimestre 2016, le groupe Dexia a enregistré un résultat net part du groupe négatif de EUR -55 millions, dont EUR -90 millions sont attribuables au résultat net récurrent¹ de la période, EUR -14 millions aux éléments de volatilité comptable² et EUR 47 millions au résultat non récurrent³.

- Le résultat net « récurrent » du trimestre s'établit à EUR -90 millions. Le produit net bancaire « récurrent » du 1^{er} trimestre 2016 atteint EUR 60 millions. Il comprend des revenus de portefeuilles s'élevant à EUR +154 millions, en baisse de EUR -12 millions par rapport au trimestre précédent. Cette évolution s'explique par l'amortissement du portefeuille d'actifs, ainsi que par la comptabilisation, au 4^{er} trimestre 2015, de paiements d'intérêts sur des actifs classés en douteux. Parallèlement, le coût de financement s'inscrit en hausse par rapport aux trimestres précédents, à EUR -145 millions, l'élargissement des marges de crédit conduisant à un renchérissement de la liquidité. Les coûts s'établissent à EUR -148 millions. En application de la norme IFRIC 21, le groupe a comptabilisé au 1^{er} trimestre EUR -72 millions de taxes et contributions, dont EUR -50 millions de contribution au Mécanisme de résolution unique et EUR -11 millions au titre de la taxe pour risque systémique. Retraitées des taxes et contributions, les charges opérationnelles sont sous contrôle, en ligne avec les trimestres précédents.

Le coût du risque sur le trimestre est faible, à EUR -8 millions. La provision relative à l'exposition à Heta Asset Resolution n'a pas été modifiée et s'élève, au 31 mars 2016, à EUR 176 millions correspondant à 44% de l'exposition notionnelle⁴. Par ailleurs, pour mémoire, Dexia a enregistré, au cours de l'exercice 2015, une perte de EUR -21 millions correspondant au coût de débouclage des instruments de couverture en taux d'intérêt des actifs.

- La contribution des éléments de volatilité comptable au résultat trimestriel est de EUR -14 millions, elle s'explique par l'évolution des paramètres de marché sur la période.
- Enfin, la contribution des éléments non récurrents dans le résultat trimestriel s'élève à EUR 48 millions. Ce résultat positif inclut notamment des gains liés à des litiges (EUR 20 millions), des gains sur cessions d'actifs et de passifs (EUR 3 millions), ainsi qu'un impact positif résultant de l'apurement de charges à payer (EUR 11 millions).

¹ Éléments récurrents : éléments liés au portage des actifs tels que les revenus des portefeuilles, les coûts de financement, les charges opérationnelles, le coût du risque et les impôts.

² Éléments de volatilité comptable : éléments liés aux ajustements à la juste valeur d'actifs et de passifs incluant notamment les impacts de la norme IFRS 13 (CVA, DVA, FVA), la valorisation des dérivés OTC, le risque de crédit propre (OCR) et la variation du portefeuille WISE (titrisation synthétique sur un portefeuille d'obligations rehaussées).

³ Éléments non récurrents : éléments à caractère exceptionnel, non susceptibles de se reproduire de façon régulière incluant notamment les plus ou moins-values sur cession de participations et d'actifs, les frais et gains liés à des litiges, les frais de restructuration.

⁴ EUR 395 millions

2. Évolution du bilan, de la solvabilité et de la situation de liquidité du groupe

A - Bilan et solvabilité

a – Évolution trimestrielle du bilan

L'évolution du bilan au cours du 1^{er} trimestre 2016 s'inscrit à nouveau dans une tendance haussière, principalement sous l'effet de la baisse des taux à long terme. Ainsi, au 31 mars 2016, le total de bilan du groupe s'élève à EUR 237,5 milliards, en hausse de EUR 7,3 milliards par rapport au 31 décembre 2015.

À taux de change constant, la hausse de l'actif du bilan au cours du 1^{er} trimestre 2016 est principalement liée à :

- une augmentation de la juste valeur des actifs et des dérivés de EUR 6,3 milliards et de EUR 2,9 milliards du cash collatéral posté par le groupe ;
- une progression de EUR 3,8 milliards de la réserve de liquidité placée auprès des banques centrales ;
- ces deux facteurs ayant plus que compensé la réduction de EUR 3,8 milliards du portefeuille d'actifs, dont EUR 3,0 milliards d'amortissement naturel et EUR 0,8 milliard de cessions et remboursements anticipés.

Au passif et à taux de change constant, la hausse trimestrielle du bilan est essentiellement imputable à :

- une augmentation de EUR 2,2 milliards du stock des financements de marché et des financements octroyés par les banques centrales ;
- une hausse de la juste valeur des passifs et des dérivés représentant EUR 7,3 milliards.

Les variations de change ont par ailleurs entraîné une baisse du bilan de EUR 1,1 milliard.

b – Ratios de solvabilité

Au 31 mars 2016, les fonds propres « Common Equity Tier 1 » de Dexia s'établissent à EUR 7 520 millions, contre EUR 8 180 millions au 31 décembre 2015. Cette évolution s'explique principalement par la perte comptabilisée sur la période, ainsi que par la déduction du capital réglementaire de 20 % supplémentaires de la réserve AFS liée à des titres non-souverains conformément au calendrier défini par la directive CRD IV. À fin mars 2015, le montant total déduit, correspondant à 60 % de la réserve AFS liée à des titres non-souverains, s'élève à EUR -1 746 millions.

Les gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres atteignent EUR -6,0 milliards contre EUR -5,4 milliards fin décembre 2015. Cette évolution s'explique principalement par l'écartement des marges de crédit, particulièrement sensible sur les souverains italien, portugais et polonais.

Au 31 mars 2016, les actifs pondérés des risques s'élèvent à EUR 51,5 milliards, dont EUR 48,4 milliards au titre du risque de crédit, EUR 2,1 milliards au titre du risque de marché et EUR 1 milliard au titre du risque opérationnel. Au niveau du risque de crédit, la baisse induite par la réduction du portefeuille d'actifs et un effet change positif est plus que compensée par une augmentation de la juste valeur des expositions.

Ces éléments conduisent à un ratio de solvabilité Common Equity Tier 1 de respectivement 14,6 % et 11,4 % pour Dexia SA et Dexia Crédit Local à fin mars 2016.

Comme indiqué dans la communication relative aux résultats de Dexia du 3^e trimestre 2015, Dexia et Dexia Crédit Local appliquent, avec l'aval de leurs superviseurs respectifs, la dérogation permettant de ne pas prendre en compte la réserve AFS sur les titres souverains dans le calcul des ratios de solvabilité⁵.

Conformément au règlement de la Banque centrale européenne du 14 mars 2016⁶, cette discrétion nationale prendra fin au 1^{er} octobre 2016. À partir de cette date, la réserve AFS sur les titres souverains sera donc déduite de manière progressive du capital réglementaire de Dexia et de Dexia Crédit Local, conformément au calendrier de mise en œuvre de la CRD IV. À fin mars 2016, le montant de la réserve AFS sur les titres souverains de Dexia est de EUR -1,8 milliard. Le ratio Common Equity Tier 1, calculé sans application de la discrétion nationale, s'élèverait à 12,5 % pour Dexia SA et 9,3 % pour Dexia Crédit Local.

B – Liquidité

Au 1^{er} trimestre 2016, la baisse des taux d'intérêt à long terme a conduit à une forte progression du montant de cash collatéral versé par le groupe à ses contreparties de dérivés. Le montant net versé en garantie atteint ainsi EUR 34,8 milliards au 31 mars 2016, contre EUR 32,1 milliards à fin 2015.

L'activité de financement a été dynamique au cours du trimestre, marquée par la poursuite des différents programmes d'émissions garanties.

Dexia Crédit Local a ainsi lancé avec succès différentes transactions publiques à long terme en euro, en dollar US et en livre sterling, permettant de lever EUR 5,5 milliards, et a exécuté EUR 1,7 milliard additionnels de placements privés sur le trimestre. La durée de vie moyenne de ces financements est de 4,3 années. L'activité de financement à court terme sous format garanti a également été soutenue, aussi bien en euro qu'en dollar US. Les financements à court terme par le groupe ont une durée de vie moyenne relativement longue, de 7,3 mois. Par conséquent, l'encours global de dette garantie s'inscrit en hausse, à EUR 67,7 milliards au 31 mars 2016 contre EUR 60,9 milliards fin décembre 2015.

Parallèlement, l'encours des financements sécurisés de marché s'est stabilisé à EUR 66,4 milliards au 31 mars 2016.

Enfin, Dexia a réduit son recours aux financements souscrits auprès de la Banque centrale européenne de EUR 3,8 milliards sur le trimestre, ramenant l'encours total à EUR 12,1 milliards au 31 mars 2016, dont EUR 9,2 milliards sous la forme de LTRO et EUR 2,9 milliards sous la forme de MRO.

Au 31 mars 2016, le groupe Dexia dispose d'une réserve de liquidité de EUR 14,5 milliards, dont EUR 6,6 milliards sous forme d'actifs éligibles à la Banque centrale européenne.

⁵ Article 467 alinéa 3 du Règlement (UE) 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le règlement (UE) n°648/2012.

⁶ Règlement (UE) 2016/445 de la Banque centrale européenne du 14 mars 2016 relatif à l'exercice des options et pouvoirs discrétionnaires prévus par le droit de l'Union (BCE/2016/4).

Annexes

Annexe 1 – Bilan simplifié (données non auditées)

Principaux agrégats de bilan			
EUR m	31/12/2015	31/03/2016	Évolution
Total de l'actif	230 281	237 543	3 %
<i>Dont</i>			
Caisse et banques centrales	4 835	8 470	75 %
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	20 176	21 420	6 %
Instruments dérivés de couverture	6 672	7 397	11 %
Actifs financiers disponibles à la vente	22 257	21 576	-3 %
Prêts et créances sur la clientèle	127 876	127 404	0 %
Comptes de régularisation et actifs divers	38 346	40 800	6 %
Total des dettes	225 733	233 659	4 %
<i>Dont</i>			
Banques centrales	15 932	12 085	-24 %
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	22 779	22 898	1 %
Instruments dérivés de couverture	29 978	35 827	20 %
Dettes envers les établissements de crédit	48 780	48 549	0 %
Dettes représentées par un titre	91 532	97 888	7 %
Capitaux propres	4 548	3 884	-15 %
<i>Dont</i>			
Capitaux propres part du groupe	4 118	3 471	-16 %

Annexe 2 – Adéquation du capital (données non auditées)

EUR m	31/12/2015	31/03/2016
Common equity Tier 1	8 180	7 520
Actifs pondérés des risques	51 414	51 478
Ratio common equity Tier 1	15,9 %	14,6 %

Annexe 3 – Exposition au risque de crédit (EAD) au 31 mars 2016 (données non auditées)

Répartition par zone géographique		
EUR m	31/12/2015	31/03/2016
Etats-Unis	28 753	33 132
Italie	27 244	27 807
Royaume-Uni	25 821	26 115
France	26 617	24 171
Allemagne	22 308	22 905
Espagne	16 933	16 765
Japon	7 560	8 110
Portugal	4 193	4 189
Europe centrale et de l'Est	2 895	2 654
Canada	2 717	2 843
Belgique	2 204	2 198
Autriche	1 575	1 583
Scandinavie	1 471	1 517
Hongrie	946	705
Asie du Sud-Est	845	859
Amérique centrale et du Sud	552	519
Pays-Bas	499	622
Suisse	520	545
Turquie	496	466
Irlande	160	158
Grèce	153	147
Luxembourg	125	187
Autres	7 203	6 824
Total	181 792	185 023

Répartition par type de contrepartie		
EUR m	31/12/2015	31/03/2016
Secteur public local	94 426	94 853
Souverains	29 511	32 926
Établissements financiers	24 781	25 265
Financements de projets	14 734	14 527
ABS/MBS	8 039	7 480
Entreprises	8 463	8 088
Rehausseurs de crédit	1 837	1 881
Particuliers, PME, indépendants	2	2
Total	181 792	185 023

Répartition par notation		
	31/12/2015	31/03/2016
AAA	16,5 %	17,6 %
AA	22,0 %	20,4 %
A	21,7 %	22,5 %
BBB	27,8 %	27,6 %
Non Investment Grade	10,7 %	10,4 %
D	1,1 %	1,1 %
Pas de notation	0,2 %	0,4 %
Total	100 %	100 %

Annexe 4 – Exposition sectorielle du groupe au 31 mars 2016 (EAD – données non auditées)

Exposition sectorielle du groupe sur certains pays							
EUR m	Total	dont secteur public local	dont financement de projets et entreprises	dont institutions financières	dont ABS/MBS	dont expositions souveraines	dont rehausseurs de crédit
Etats-Unis	33 132	12 662	981	5 051	4 342	8 637	1 458
Italie	27 807	11 256	1 183	655	118	14 596	0
France	24 171	16 722	4 049	3 223		178	0
Royaume-Uni	26 115	12 504	9 133	1 973	2 014	68	423
Allemagne	22 905	18 966	349	3 359	5	226	0
Espagne	16 765	7 758	2 332	5 533	568	574	0
Japon	8 110	5 379	0	1 317		1 413	0
Portugal	4 189	1 855	192	16	92	2 035	0
Pologne	1 738	4	0	1	0	1 733	0
Hongrie	705	25	25	1	0	654	0
Grèce	147	57	82	0	8	0	0

Annexe 5 – Qualité des actifs (données non auditées)

Qualité des actifs		
EUR m	31/12/2015	31/03/2016
Actifs dépréciés	1 532	1 563
Provisions spécifiques ⁽¹⁾	556	552
Ratio de couverture ⁽²⁾	36,3 %	35,3 %
Provisions collectives	422	424

(1) Provisions sur les prêts et créances sur la clientèle et sur les titres à revenu fixe classés en disponibles à la vente.

(2) Rapport entre les provisions spécifiques et les actifs dépréciés

Annexe 6 – Notations

Notations au 18 mai 2015			
	Long terme	Perspective	Court terme
Dexia Crédit Local			
Fitch	BBB+	Stable	F2
Moody's	Baa3	Stable	P-3
Standard & Poor's	BBB	Stable	A-2
Dexia Crédit Local (dette garantie 2013)			
Fitch	AA	-	F1+
Moody's	Aa3	Stable	P-1
Standard & Poor's	AA	-	A-1+
Dexia Kommunalbank Deutschland (Pfandbriefe)			
Standard & Poor's	A	Stable	-

Annexe 7 – Litiges

À l'instar de nombre d'institutions financières, Dexia fait face à plusieurs enquêtes réglementaires et litiges, en tant que défendeur ou requérant. À cet égard, la réduction du périmètre de Dexia ainsi que certaines mesures mises en œuvre dans le cadre de la résolution ordonnée du groupe ont pu faire surgir des questions de la part de certaines parties prenantes ou contreparties de Dexia.

Les faits nouveaux et développements les plus significatifs intervenus durant le 1^{er} trimestre 2016, liés aux litiges et enquêtes en cours dans lesquels Dexia est assigné sont résumés ci-dessous.

Les données actualisées ci-dessous sont fournies par comparaison, et doivent être lues conjointement avec les résumés correspondants compris ou mentionnés dans le rapport annuel 2015 de Dexia (disponible sur le site www.dexia.com).

Sur la base des informations connues de Dexia au 31 mars 2016, les faits nouveaux susceptibles d'être survenus au 1^{er} trimestre 2016 liés aux litiges et enquêtes en cours et faisant l'objet d'un résumé dans le rapport annuel 2015 mais pour lesquels aucune mise à jour n'est fournie ci-dessous n'étaient pas considérés comme susceptibles d'avoir une incidence majeure sur la situation financière du groupe à cette date, ou les informations disponibles à cette date ne permettaient pas au groupe d'évaluer avec précision l'ampleur éventuelle d'une telle incidence.

Nouveaux litiges de Dexia Crediop avec la Province de Brescia et Livorno Reti e Implantati (« LIRI »)

Le 16 mars 2016, la Province de Brescia, l'un des emprunteurs de Dexia Crediop, a transmis à Dexia Crediop une demande de participation à un règlement alternatif de conflit (« ADR ») concernant des contrats de swaps et de prêts prétendument irréguliers, mais les parties ne sont pas parvenues à un accord. Le 18 mars 2016, la Province de Brescia a cité Dexia Crediop à comparaître devant le tribunal civil de Rome.

Dexia Crediop a lancé de son côté des poursuites judiciaires devant la Haute Cour de Londres, visant à faire constater que les contrats de swaps sont valides, légaux et contraignants.

Dexia Crediop a reçu le 4 février 2016 une réclamation formelle de LIRI, l'un des emprunteurs de Dexia Crediop, contestant la qualification juridique d'un contrat de prêt conclu entre LIRI et Dexia Crediop (dans le cadre d'un syndicat avec une autre banque).

Nouveau litige de Dexia Crediop avec la Provincia Italiana della Congregazione dei Figli dell'Immacolata (« PICFIC »)

Les commissaires de PICFIC (qui est en situation d'insolvabilité) ont intenté des poursuites contre Dexia Crediop aux fins de récupérer un montant dans le cadre de la cession par PICFIC à Dexia Crediop, préalablement à l'état d'insolvabilité de PICFIC, de créances (partiellement impayées) détenues par plusieurs autorités locales de soins de santé de la région de Lazio.

Conclusion d'un règlement transactionnel dans le cadre d'actions lancées contre Dexia Israël (« DIL »)

Un règlement transactionnel a été conclu entre, notamment, DCL, DIL et les plaignants dans le cadre (i) d'un recours collectif de 2011 concernant l'égalisation des catégories d'actions DIL et (ii) d'une action minoritaire de 2014 concernant un prétendu boycott des autorités locales par DIL lors de l'octroi de prêts dans les provinces de Judée et Samarie. Dès que cet accord aura été approuvé par le tribunal, DIL initiera un processus d'égalisation de ses catégories d'actions et payera un dividende à tous les actionnaires. En contrepartie, les demandeurs ont accepté de renoncer à toutes leurs demandes. La procédure d'approbation de cet accord par le tribunal est en cours. Aucun actionnaire minoritaire n'a pris la décision de sortir du règlement collectif.

Fin du litige contre Banco Sabadell concernant les actions Dexia Sabadell

La demande introduite par Dexia visant à l'annulation de la sentence arbitrale d'août 2015 de la CCI, condamnant Dexia à racheter à Banco Sabadell les actions de Dexia Sabadell qui ne sont pas en sa possession pour un montant de EUR 52,3 millions a été rejetée par la Haute Cour de Madrid. A la suite de cette décision, Dexia a finalisé le rachat des actions avec Banco Sabadell et est à présent actionnaire à 100 % de Dexia Sabadell.

Contacts presse

Service Presse – Bruxelles
+32 2 213 57 97
Service Presse – Paris
+33 1 58 58 86 75

Contacts investisseurs

Investor Relations – Bruxelles
+32 2 213 57 39
Investor Relations – Paris
+33 1 58 58 82 48